



Mensonges médiatiques contre France insoumise, partie I : « Maduro a fermé 49 médias ».

Par [Thierry Deronne](#)

Mondialisation.ca, 11 septembre 2017

[Venezuela Infos](#) 4 septembre 2017

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Grèce, Espagne, France... les pouvoirs financier et médiatique usent fébrilement du repoussoir de la « dictature-au-Venezuela » pour attaquer les résistants au libéralisme (1). Les grands groupes et leurs journalistes ne sont élus par personne mais utilisent leur pouvoir *de facto* pour discréditer des mouvements ou des députés sortis des urnes. Face à ces voies de fait contre le choix des électeurs, de jeunes militants ont commencé à étudier de près la réalité vénézuélienne et ont découvert le talon d'Achille du discours journalistique : sa coupure du réel, qui le réduit à recopier la propagande des médias privés majoritaires dans la nation sud-américaine.

Hollywood pouvait baser sa guerre froide sur un substrat réel : l'existence du Goulag et son cortège d'emprisonnements et d'exécutions. La propagande sur le Venezuela ne repose sur rien et n'atteint l'effet de réel que par la quantité de répétition du mensonge. C'est ce qui explique l'incapacité de répondre d'un journaliste suisse lorsque Maurice Lemoine lui demande de nommer un seul journaliste emprisonné par le gouvernement Maduro (2) ou le démontage facile des affirmations de Patrick Cohen (Europe 1) par le député Alexis Corbière (3).

A force de surfer sur l'effet quantité, les journalistes ont fini par s'autosuggestionner, croyant qu'ils pourraient se passer du rapport au réel et que personne ne leur demanderait de compte. Qu'un honnête citoyen les remette face au principe de réalité et voici qu'éclate leur ignorance. Pour certains d'entre eux, l'ardeur à enfoncer le clou de « la dictature au Venezuela » veut peut-être faire oublier qu'en dix-huit ans de révolution bolivarienne, ils ont occulté les réformes sociales, la construction d'une démocratie participative et jusqu'à l'existence même de la majorité sociale : les secteurs populaires (90 % de la population) n'ont pas participé à l'insurrection de l'extrême droite qu'ils nous ont présentée comme le combat d'une population assoiffée de démocratie contre un régime répressif.

L'effet pervers de devoir réinformer sans cesse face à des journalistes qui n'informent plus, c'est de ne plus avoir de temps de visibiliser, connaître, comprendre, écouter cette majorité rebelle aux projections de tout bord, souvent critique, qui continue à surprendre les politologues comme ce 30 juillet lorsqu'elle a déjoué les violences de la droite pour élire une Assemblée Constituante (4).

A moins de vouloir s'éteindre à petit feu au fond de la Caverne de Platon, la gauche doit donc sortir de la case « critique des médias » et de sa position défensive, pour renouer enfin avec la possibilité concrète d'intelligence du monde en initiant la démocratisation radicale de la propriété des médias. Même si cette démocratisation sera aussitôt attaquée en tant

qu'« atteinte à la liberté d'expression » comme l'ont fait les grands groupes privés dans l'Argentine de Cristina Kirschner ou dans l'Équateur de Rafael Correa.

La fake news des « 49 médias fermés par le gouvernement Maduro »

Il y a quelques jours les médias français ont martelé, sans la moindre contre-enquête, qu'« un syndicat de travailleurs de la presse SNTP dénonce que le régime Maduro a fermé 49 médias ». L'objectif était d'associer la critique du pouvoir médiatique par la France Insoumise à « l'absence de liberté d'expression au Venezuela ». Quelle était la source de cette allégation ? Le « SNTP » est un syndicat patronal, émanation des médias privés majoritaires au Venezuela. Il est dirigé par le militant de droite Marco Ruiz qui passe son temps à dénoncer sur son compte twitter @mruizsilvera, la « censure » et la « répression » de la « dictature bolivarienne ». Ruiz a fabriqué cette munition destinée au pilonnage par les médias internationaux en profitant du non-renouvellement de concessions par [CONATEL](#) (le CSA local) à deux radios (Mágica 99.1 FM et La 92.9 FM). Celles-ci avaient violé la loi en appuyant ouvertement les violences meurtrières de l'extrême droite, tout en réclamant l'invasion du Venezuela par les États-Unis. (Rappelons que la majorité des 180 victimes des violences ont été causées par les extrémistes de droite repeints en « combattants de la liberté » par les médias, beaucoup de meurtres restant impunis. Par contraste les membres des forces de l'ordre qui ont désobéi et se sont rendus coupables de tirs mortels ont été emprisonnés.) (5)

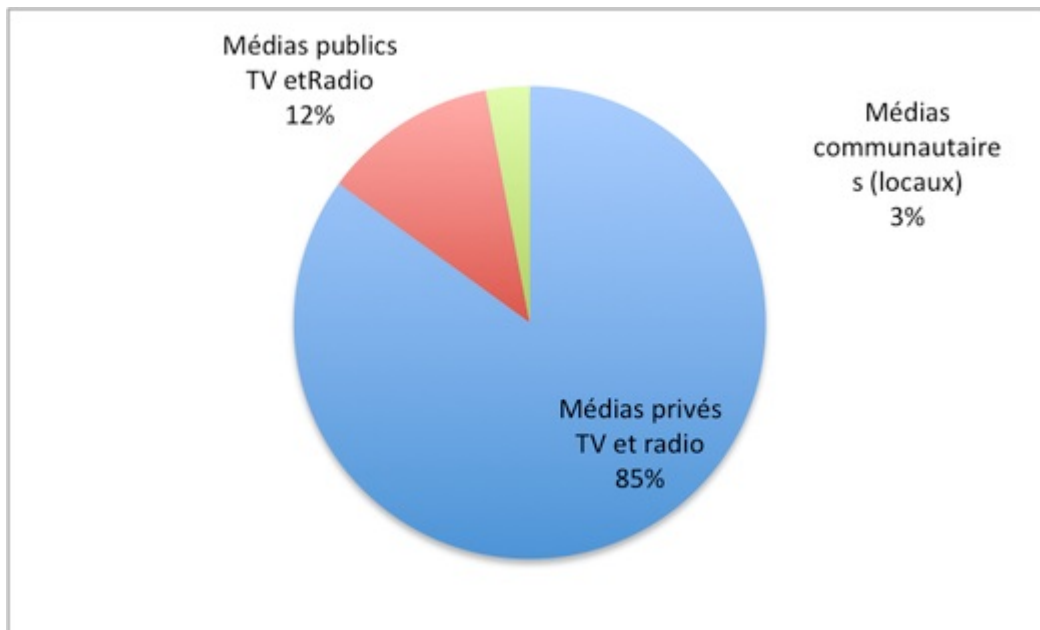
Comme en France ou dans n'importe quel État de droit, la création d'une radio ou télé par une entreprise privée au Venezuela passe par la demande d'un permis d'exploiter une fréquence à l'Etat et par le respect d'un cahier des charges qui précise droits et devoirs légaux. En France, le CSA veille (en principe) à ce que l'usage de cette concession hertzienne se fasse dans le respect de la loi et des principes de la démocratie. On imagine mal qu'un média puisse appeler impunément à la violence raciste, au terrorisme, à l'invasion de la France par une puissance étrangère ou au meurtre de fonctionnaires. Pas plus qu'aux Etats-Unis, où vient d'être fermé sous les pressions du *Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law*, le forum néonazi et suprématiste blanc *Stormfront* qui a servi dans l'organisation des violences de Charlottesville.

Deux radios sans renouvellement de concession ? mais alors... quid des « 49 médias fermés par le régime » ? L'astuce de Marco Ruiz est de laisser croire que des radios commerciales qui émettaient sans avoir demandé de permis, parfois au détriment d'autres antennes, ou fermées par leurs actionnaires dans le cadre des stratégies des groupes privés, voire inactives à la suite de vols ou d'avaries, ont été... fermées par le gouvernement Maduro pour des raisons politiques. Ruiz accuse aussi le gouvernement de ne pas vouloir vendre de papier pour mieux « fermer » certains journaux... Au Venezuela l'entreprise privée détient 80 % de l'économie et notamment des réseaux d'importation et de distribution (6) – ce qui lui permet d'ailleurs d'organiser des pénuries, des contrebandes massives vers la Colombie et d'amasser des capitaux considérables en spéculant sur le dollar parallèle.

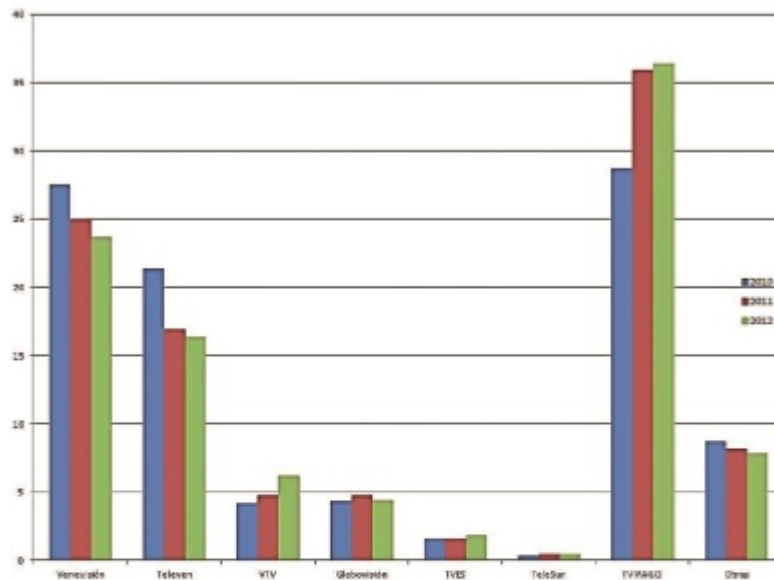
Certains continueront à douter : n'y aurait-il pas, quand même, des médias fermés, en sous-main, par le pouvoir chaviste ? C'est ici qu'on mesure l'abîme entre le storytelling admis – faute d'alternative – par la quasi totalité des Français et la réalité du Venezuela.

En 18 ans de révolution bolivarienne, le nombre de médias privés, qui sont en majorité d'opposition, a augmenté. En 1998 on comptait 304 radios privées FM. En 2017 ce chiffre est monté à 481. En 1998 on comptait 36 télévisions privées émettant en clair, en 2017 leur

nombre s'élève à 63 (7). Rien que pour le mois d'août 2017 CONATEL a octroyé une concession légale à 20 radios commerciales qui ont effectué normalement les démarches prévues dans la *Loi des Télécommunications* (8). Non seulement le gouvernement bolivarien n'a jamais « fermé 49 médias » mais il a augmenté leur nombre.

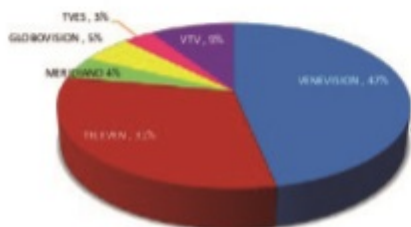


Une étude menée en 2015 par le Ministère de la Culture et par des sociétés privées de mesures de rating montre par ailleurs que les médias privés, d'opposition, - en particulier Venevision, Televen et les chaînes du câble - totalisent 85 % d'audience, les chaînes publiques et communautaires (strictement locales) se partageant les 15% restants.



Audiencias
Consumo de TV Abierta

SHARE DE AUDIENCIAS POR CANAL



En comparación al mes pasado, Meridiano Tv tuvo un crecimiento tanto en rating como en share de 12% y 1% respectivamente.

Tanto Venevisión como Televen presentaron una caída en porcentaje de rating en comparación a agosto de -1% y -4% cada uno.

En cuanto al share, como se menciona anteriormente, meridiano tuvo un incremento, cabe destacar que fue el único canal que logró esto. Televen cayó 1% y los demás se mantuvieron igual.

L'hégémonie de la droite en télévision et en radio vaut aussi pour la presse écrite et Internet. Ce dimanche 3 septembre 2017, on peut lire dans *El Universal* que « **l'opposition exige le calendrier des élections régionales** » : http://www.eluniversal.com/noticias/politica/oposicion-exigio-cronograma-electoral-las-regionales_668522, dans *Tal Cual*, que « **le président Macri condamne l'interdiction de sortir du pays faite à Lilian Tintori** » : <http://www.talcualdigital.com/Nota/147400/macri-condena-prohibicion-de-salida-del-pais-a-lilian-tintori>, dans *El Nacional*, que « **le SNTP dénonce que des journalistes subissent des intimidations via twitter pour leur travail sur les Comités d'Approvisionnement (CLAP)** » : http://www.el-nacional.com/noticias/sucesos/amenazan-periodistas-por-trabajo-investigacion-sobre-los-clap_201943, dans *El Carabobeno* que « **Le gouvernement cherche à censurer internet** », <https://www.el-carabobeno.com/ipys-gobierno-intenta-legalizar-censura-internet/>, Etc... En ce qui concerne Internet, le tableau des sites d'information réalisé par [Alexa.com](http://www.alexa.com) montre que les deux sites les plus visités sont des sites d'opposition (*La Patilla* et *El Nacional*) et que sur la liste totale, 90 % des sites visités sont également d'opposition :

Listado de sitios web de noticias
 más visitados en Venezuela
 según Alexa.com

Fecha: 15 de junio de 2017

Nombre del medio	Dirección web	Posición	Propiedad	Tipo
La Patilla	LaPatilla.com	6	Privada	Digital
El Nacional	El-Nacional.com	8	Privada	Prensa
La Iguana	Laiguana.tv	21	Privada	Digital
Caraota Digital	caraotadigital.net	25	Privada	Digital
Noticia al Día	noticiaaldia.com	27	Privada	Digital
Notitarde	Notitarde.com	42	Privada	Prensa
Venezuela al día	Venezuelaaldia.com	44	Privada	Digital
Runrunes	Runrun.es	48	Privada	Digital
Aponea	Aponea.org	57	Privada	Digital
El Cooperante	elcooperante.com	59	Privada	Digital
El Estímulo	eestimulo.com	71	Privada	Digital
Panorama	Panorama.com.ve	78	Privada	Prensa
El Universal	ElUniversal.com	86	Privada	Prensa
Últimas Noticias	ultimasnoticias.com.ve	97	Privada	Prensa
Noticias 24	noticias24.com	99	Privada	Digital
Meridiano	Meridiano.com.ve	108	Privada	Prensa
Noticia Al Día y a la Hora	noticiasaldiyalahora.co	159	Privada	Digital
Cantv	cantv.net	224	Estado	Ente público
Efecto Cocuyo	efectococuyo.com	227	Privada	Digital
Líder en Deportes	Liderendeportes.com	262	Privada	Prensa
Telesur	telesurtv.net	285	Estado	TV
VTV	vtv.gob.ve	310	Estado	TV
El Mundo	elmundo.com.ve	338	Privada	Prensa
Rádios Venezuela	radios.co.ve	420	Privada	Radio
AVN	avn.info.ve	444	Estado	Agencia
Pdvsa	pdvsa.com	509	Estado	Ente público
Correo del Orinoco	correodelorinoco.gob.ve	607	Estado	Prensa
VivoPlay	vivoplay.net	727	Privada	TV digital
Alba Ciudad	albaciudad.org	743	Estado	Radio
Minci / Mipcci	minci.gob.ve	864	Estado	Ente público
Unión Radio	UnionRadio.net	891	Privada	Radio
YVKE Mundial	Radiomundial.com.ve	1027	Estado	Radio
Sumarium	sumarium.com	1049	Privada	Digital
Televen	televen.com	1091	Privada	TV
CiudadCCS	ciudadccs.info	1099	Estado	Prensa
RNV	RNV.gob.ve	1296	Estado	Radio
RCR	rctv	1382	Privada	Radio
Contrapunto	contrapunto.com	1528	Privada	Digital
Crónica UNO	cronica.uno	1719	Privada	Digital
Misión Verdad	misionverdad.com	1804	Privada	Digital
Desde La Plaza	desdelaplaza.com	1966	Privada	Digital
Venevisión	venevision.com	2100	Privada	TV
Noticiero Venevisión	noticierovenevision.net	2175	Privada	TV
La Tabla	latabla.com	2809	Privada	Digital
La Mega	lamegaestacion.com	3077	Privada	Radio
La Radio del Sur	laradiodelsur.com.ve	3264	Estado	Radio
Tves	tves.gob.ve	3996	Estado	TV
Vive TV	vive.gob.ve	4165	Estado	TV
15 y Último	15yultimo.com	5095	Privada	Digital
Avila TV	avilatv.gob.ve	8378	Estado	TV
FM Center	fmcenteresnoticia.com.ve	9610	Privada	Radio
Alba TV	albatv.org	11800	Estado	TV
Supuesto Negado	supuestonegado.com	12404	Privada	Digital
Venezuela Times	vtactual.com	14785	Privada	Digital
Círculo X	circulox.com	19489	Privada	Radio
FM Center	Fmcenter.com.ve	23476	Privada	Radio
Fiesta 106	fiesta106.fm	4879222	Privada	Radio

Ajoutons à tout cela les réseaux sociaux comme Twitter qui diffusent quotidiennement des messages appelant à tuer Maduro ou à tuer des chavistes (tweets relevés au hasard par le journaliste Luigino Bracci en août 2017) :

- 
AlexaOrlp @MyNameIsAleexa · 18 ago.

¿Tantos terrorista y ninguno viene a **matar a Maduro?**
- 
hayliñ @iUnaVaina · 18 ago.

Tanto loco suelto que hay, ayer España, hoy Finlandia, coño terminen de **matar a Maduro** de una puta vez, ese si se merece toda esa mierda.
- 
AnH3LL · 18 ago.

Necesito nieve, un cohete, un dragón que parezca una lagartija, un grillo, una vaca, y una travesti asiática para **matar a Maduro**.
- 
rai @railencmb · 17 ago.

Lo de España me hizo darme cuenta de dos cosas

 1. Los terroristas son bien idiotas matando gente inocente cuando pueden **matar a Maduro**



Nitanalcoholico
@NiTanAlcoholico

Seguir

Imagina cuando nos unamos a matar chavistas... uff eso si sera energia increíble

Camila. @Camilagon

Me encanta cuando suceden estos fenómenos y todos nos unimos, sin importar distancia, por lo mismo. La energía que se genera es increíble.

16:29 - 21 ago. 2017



TM
@TomasRodriguez

Seguir

Tengo unas ganas de matar chavistas que no me las quita ni dios

19:42 - 23 ago. 2017

1 Retweet 1 Me gusta



Merwebo Taitos
@EchoErGuevon

Seguir

Va a ser muy bonito cuando vengán los marine y empiecen a matar chavistas, GNB, PNB y todo lo que apoye al gobierno.

17:33 - 25 ago. 2017



yajaicol
@yajaicol

Seguir

este caos acabará cuando la gente agarre un arma con o sin miedo y empiece a matar chavistas. lo digo bien en serio

23:47 - 26 ago. 2017





Scène de la vie quotidienne sous la dictature bolivarienne : la dirigeante d'extrême droite Maria Corina Machado, impliquée dans plusieurs tentatives de coup d'État depuis 2002, explique aux médias « baillonnés » qu'il n'y a pas de liberté au Venezuela et que plutôt que d'attendre des élections, il faut relancer les confrontations « non-dialogantes » (sic) pour forcer le président élu à partir.

Bref le manque de liberté d'expression au Venezuela n'est pas celui qu'on croit. En temps de violences, l'hégémonie du secteur privé par rapport aux médias publics et communautaires est un facteur de déstabilisation. En temps de paix, elle empêche l'équilibre et au pluralisme souhaitable en toute démocratie. C'est de cela que les journalistes français ou *Reporters Sans Frontières*, s'ils se souciaient vraiment de la liberté d'expression, devraient se préoccuper, en demandant au gouvernement Maduro de défendre davantage le service public et les médias associatifs, si minoritaires en nombre et en capacité d'émettre.

« L'absence de liberté d'expression au Venezuela » : un mensonge ancien.

En mai 2007, lorsque la concession hertzienne de la chaîne privée RCTV ne fut pas renouvelée pour être octroyée à une nouvelle chaîne de service public, une campagne mondiale affirma aussitôt qu'il s'agissait d'une "fermeture". Le site ACRIMED (9) démonta dans le détail ce [concert de désinformation](#) qui vit les médias français, soutenus par les maîtres-penseurs du microcosme médiatique et par RSF, reprendre en chœur le même refrain, résumé à merveille par le titre de l'éditorial du Monde : « Censure à la Chávez » (28 mai 2007). Rappelant au passage que les deux seuls médias fermés réellement, le furent par la droite lors de son coup d'État d'avril 2002 : VTV (chaîne publique) et Catia Tve (télévision associative).

Lors d'une conférence de presse à Venise en 2009, le cinéaste Oliver Stone expliquait : *“Le manque de liberté d'expression que dénoncent les médias et l'opposition de droite vénézuélienne est un mensonge. Celui qui va au Venezuela se rend compte que 80, 90 % des médias sont contre Chavez. Ils disent des choses très dures sur lui et il le tolère. Il ne punit pas ces personnes, elles sont toujours en place. Aux États- Unis cela ne se passerait*

pas ainsi.” Ces propos suscitèrent aussitôt une « réponse appropriée » de David Pujadas au 20 heures de France 2 : « *Le réalisateur américain Oliver Stone consacre un documentaire admiratif à Hugo Chavez et il a été ovationné par le public. Ironie du sort, il faut tout de même savoir qu’au même moment Hugo Chavez s’apprête à interdire dans son pays 29 radios suscitant de vives critiques de la part des défenseurs de la liberté de la presse.* » Sur quoi Pujadas se basait-il pour affirmer que 29 radios allaient être interdites au Venezuela ? Depuis plusieurs années, des stations commerciales ou évangélistes s’étaient déguisées en médias « associatifs » pour obtenir des fréquences légales à bon compte. D’où la mobilisation de collectifs citoyens pour exiger du CSA local de rendre ces fréquences au secteur associatif. « L’interdiction de 29 radios » selon Pujadas était donc... la restitution de fréquences détournées par des groupes commerciaux ou religieux, à des médias citoyens ! C’est la fonction qui incombe légalement au CSA en France (10).

Reporters Sans Frontières a joué dès le début le rôle de la SIP dans la préparation du coup d’État contre Salvador Allende en 1973, observé par Armand Mattelard : « *L’enquête judiciaire sur l’administration du journal El Mercurio, accusé d’irrégularités fiscales, a servi de prétexte pour dénoncer de soi-disant mesures coercitives contre la « presse libre ». (...) Le message émis par la presse de la bourgeoisie chilienne revient à sa source, renforcé par l’autorité que lui confère le fait d’avoir été reproduit à l’étranger. (...) Nous sommes en présence d’une SIP tautologique. Sa campagne n’est qu’un immense serpent qui se mord la queue.* » Un des fondateurs de RSF (Robert Ménard, aujourd’hui maire d’extrême droite) avait dans sa revue « Médias » cosigné un long article sur le thème « La guérilla des altermondialistes contre l’info », reprochant à Ignacio Ramonet de « *passer sous silence les discours virulents d’Hugo Chavez contre la presse, les débordements et les réactions de ses partisans, l’impunité dont ils bénéficient* ». Une position critiquée par l’ex-président et cofondateur de RSF, l’éditeur et journaliste Jean-Claude Guillebaud (Prix Albert Londres) : « *Je trouve que sur certains sujets, RSF a été assez imprudent, même si le régime de Chavez n’est pas parfait, je les ai trouvés beaucoup trop proches de la presse anti-Chavez au Venezuela. Il aurait sans doute fallu être plus prudent. Je trouve qu’on les entend très peu sur les États-Unis.*”

La journaliste Naomi Klein s’était elle aussi étonnée que RSF fasse du gouvernement Chavez une menace pour la liberté d’expression alors que le Venezuela est un des rares pays au monde à avoir légalisé les médias associatifs, tout en subissant l’hégémonie de médias privés capables de participer aux tentatives de coup d’État. Mais la liberté de RSF ou des neuf milliardaires propriétaires de médias n’est pas celle du citoyen ni du droit de s’informer. C’est la liberté d’entreprendre, notamment la liberté du plus gros de manger le plus petit, l’État n’étant plus qu’un frein à la liberté de parachever la concentration mondiale des médias. On en voit aujourd’hui les résultats dans la « démocratie » française. C’est pourquoi RSF valide les versions des médias privés du Venezuela sans critiquer leur participation aux coups d’État contre un gouvernement démocratiquement élu. Voir l’analyse de Luis Alberto REYGADA [Lettre ouverte au responsable du Bureau Amérique de Reporters Sans Frontières](#). Sans oublier l’enquête de Maxime VIVAS sur les financements de RSF par le milieu anti-castriste de Miami : [La face cachée de Reporters sans frontières](#).

Pour tout savoir sur l’invention de la « répression de la liberté de la presse au Venezuela », on peut lire également : « *Thomas Cluzel, ou l’interdiction d’informer sur France-Culture* », <https://venezuelainfos.wordpress.com/2015/03/12/thomas-cluzel-ou-linterdiction-dinformer-sur-france-culture/>

Caracas, 4 septembre 2017

»» <https://venezuelainfos.wordpress.com/2017/09/04/mensonges-mediatiques-...>

Notes :

1. Lire : « Comment redescendre du lierre de Mr. Bourdin et cultiver notre propre jardin », <http://wp.me/p2ahp2-2y8>
2. Interview du journaliste Maurice Lemoine sur RTS : <https://www.youtube.com/watch?v=IsELdQ85EJ0>
3. Interview du député Alexis Corbière par Patrick Cohen (Europe 1) : <https://www.youtube.com/watch?v=tow3Jt5titl>
4. (Photos □ Médias du monde libre contre droit au suffrage des vénézuéliens, <https://venezuelainfos.wordpress.com/2017/08/01/photos-medias-contre-droit-au-suffrage-des-venezueliens/>)
5. Lire « *In detail : the death so far* », <http://venezuelanalysis.com/analysis/13081>. Pour un graphique et un tableau précis et complet des victimes, des secteurs sociaux, des responsables et des personnes condamnées, voir <https://venezuelanalysis.com/analysis/13081> ; Sur les assassinats racistes de la droite : [Sous les Tropiques, les apprentis de l'Etat Islamique](#) 27 juillet 2017 ; [Le Venezuela est attaqué parce que pour lui aussi « la vie des Noirs compte » \(Truth Out\)](#) 24 juillet 2017. Pourquoi la majorité des victimes des violences de la droite appartiennent-elles aux forces de l'ordre ou à la militance bolivarienne ? Parce qu'il ne s'agit pas, pas plus que dans le Chili de 1973, d'une « répression d'État » mais de la résistance d'un gouvernement de gauche à une vaste stratégie de déstabilisation économique (création de pénuries par le secteur privé très majoritaire dans l'économie), politique (violences de la droite avec l'appui de l'OEA depuis Washington et du réseau paramilitaire colombien) et médiatique (en France, des médias comme *Libération*, *Le Monde*, *Le Figaro* et même des sites supposés « alternatifs » comme *Mediapart* ont transformé une démocratie participative en autocratie répressive).
6. Lire « Huit mythes sur l'économie vénézuélienne », <http://wp.me/p2ahp2-2le>
7. Chiffres de CONATEL (le CSA vénézuélien) : <http://www.conatel.gob.ve/en-revolucion-crece-numero-de-emisoras-privadas-en-el-pais/>.
8. Voir <http://www.conatel.gob.ve/conatel-en-marcha-50-emisoras-comerciales-han-sido-habilitadas-o-regularizadas/>. Texte de la Loi des Télécommunications : <http://www.conatel.gob.ve/ley-de-responsabilidad-social-en-radio-television-y-medios-electronicos/>
9. Lire l'analyse d'Acrimed : <http://www.acrimed.org/article2639.html>
10. La loi française n° 86-1067 du 30 septembre 1986, article 29, relative à la liberté de communication (et qu'on aimerait voir appliquer) dit : « Le CSA veille, sur l'ensemble du territoire, à ce qu'une part suffisante des ressources en fréquences soit attribuée aux services édités par une association et accomplissant une mission de communication sociale de proximité, entendue comme le fait de favoriser les échanges entre les groupes sociaux et culturels, l'expression des différents courants socioculturels, le soutien au développement local, la protection de l'environnement ou la lutte contre l'exclusion... »

Articles Par : [Thierry Deronne](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca